

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT
des Installations classées pour la protection de l'environnement**

SAS DISTILLERIE CHEVALIER

**Préparation et stockage de vins, de distillation et de stockage d'alcools de bouche
sur la commune de Châteauneuf-sur-Charente**

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le SDAGE Adour-Garonne et le SAGE Charente ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) ;

Vu l'arrêté préfectoral de Charente du 18 juin 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2009 fixant les prescriptions complémentaires à la SARL Distillerie Chevalier pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur le site de « Les Touillets » commune de Châteauneuf-sur-Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Vu la demande présentée le 20 mars 2025 par la société SAS Distillerie Chevalier, dont le siège social est situé au 1 Impasse de la Distillerie – 16120 Châteauneuf-sur-Charente, pour l'enregistrement d'une installation de distillation et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont les aménagements sont sollicités ;

Vu la demande de compléments de l'inspection établie le 14 avril 2025 sur le dossier du 20 mars 2025 susvisé ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant par correspondance du 21 juillet 2025

Vu l'arrêté préfectoral du 4 août 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu l'absence d'observations du public recueillies entre le 9 septembre 2025 et le 7 octobre 2025 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Châteauneuf-sur-Charente et Roullet-Saint-Estephe ainsi que l'absence de délibération du conseil municipal de Mosnac-Saint-Simeux, consultés selon l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2025 susvisé ;

Vu le rapport du 5 novembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu la transmission du 5 novembre 2025 du projet d'arrêté à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

Vu le retour de l'exploitant en date du 27 novembre 2025 indiquant ne pas avoir d'observation quant au projet d'arrêté qui lui a été soumis le 5 novembre susvisé ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 de prescriptions générales susvisé, et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande, exprimée par la société SAS Distillerie Chevalier, d'aménagement des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 (I et II de l'article 14) ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés à proximité du site ;

Considérant que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que, au vu de la proximité du chai de distillation avec la maison d'habitation de l'exploitant, des mesures ont été prises pour limiter la QSP du chai de distillation ainsi que pour limiter le risque incendie par la réalisation d'un mur REI 240 entre le chai et la maison ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1 Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société SAS DISTILLERIE CHEVALIER, représentée par M. Alain CHEVALIER, président, dont le siège social est situé 1 Impasse de la Distillerie – 16120 Châteauneuf-sur-Charente, faisant l'objet de la demande du 20 mars 2025 susvisée, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Châteauneuf-sur-Charente, au lieu-dit « Les Touillets ». Elles sont détaillées au chapitre 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	2 alambics d'une capacité de 50 hl 10 alambics d'une capacité de 25 hl 2 alambics d'une capacité de 20 hl 1 alambic d'une capacité de 17 hl Soit 15 alambics d'une capacité de charge totale de 404 hl Soit une capacité de production de 242,4 hl AP/j	E
2251-2	Préparation, conditionnement de vins 2. Supérieure à 500 hL/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hL/an	9 cuves inox situées à l'extérieur Capacité de stockage de vin : 10 370 hl/an	D
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	Chai de distillation (6 cuves inox) : 275 m ³ Cuvierie extérieure de stockage d'alcools (4 cuves inox de 56 m ³) : 224 m ³ QSP= 499 m³	DC
2910-A.2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance totale des installations de combustion pour puissance des brûleurs des alambics de distillation : 2,424 MW	DC

Régime : E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration)

(*) production d'alcool pur théorique estimée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 régissant l'activité de distillation sous le régime de l'enregistrement.

QSP : quantité susceptible d'être présente

Article 1.2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	4,76 ha	D

D : Déclaration

Article 1.2.3 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Châteauneuf-sur-Charente	Section 000 D 2348	Les Touillets

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.2.4 Autres limites de l'autorisation

L'installation de distillation de l'établissement respecte les conditions et limites suivantes :

Nature des produits distillés	Volume maximum de produits distillés	Période de distillation
Vins	95 555 hl / an	D'octobre à avril

Article 1.2.5 Consistance des installations

L'établissement est composé des installations / équipements suivants :

- une distillerie de 565,50 m² comportant 15 alambics d'une capacité de charge totale de 404 hl et une capacité de production de 242,4 hl d'AP/j ;
- un chai de stockage d'alcools de 355 m² avec une capacité maximale de stockage de 275 m³, ainsi que quatre cuves extérieures (capacité individuelle de 560 hl) de stockages d'alcool avec une capacité maximale de 224 m³ pour une QSP totale de 499 m³ ;
- plusieurs cuves extérieures de stockage de vin, d'une capacité totale de stockage de 10 370 hl ;
- 1 groupe froid de la marque DAIKIN de 67 KW fonctionnant avec 19,7 kg de gaz R32;
- un bassin à vinasses étanche de 800 m³ ;
- une bâche incendie de 120 m³, complétée d'une lagune de 1 500 m³ servant de réserve incendie ainsi que pour le refroidissement des installations de distillation ; ces réserves incendies sont des réserves réceptionnées par le SDIS et disposant de moyens d'aspiration

pour les engins du SDIS en nombre suffisant et les aires de stationnement des engins du SDIS sont présentes en nombre suffisant ;

- de plusieurs bureaux d'une surface totale de 42 m² ;
- 1 aire de dépotage placée en rétention vers le bassin à vinasses via des canalisations enterrées, étanches et régulièrement contrôlées.

Enfin, l'exploitant est autorisé à distiller chaque année au plus 95 555 hl de vins. Dans le cas où cette quantité viendrait à augmenter, l'exploitant est tenu de le porter à la connaissance de l'administration.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AUX DOSSIERS D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1 Conformité aux dossiers d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant ses demandes du 20 mars 2025 complétées le 21 juillet 2025 suite à la demande de compléments de l'inspection du 14 avril 2025 susvisées.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels préfectoral de prescriptions générales applicables, aménagées par le présent arrêté suivant les dispositions du titre 2.

CHAPITRE 1.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.4.1 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) ;

Article 1.4.2 Arrêté préfectoral de prescriptions générales

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifié susvisé fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755.

Article 1.4.3 Abrogation de l'arrêté préfectoral du 28 août 2009

L'arrêté préfectoral du 28 août 2009 susvisé fixant les prescriptions complémentaires à la SARL Distillerie Chevalier pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur le site « Les Touillets » commune de Châteauneuf-sur-Charente est abrogé.

Article 1.4.4 Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions

L'exploitant justifie du respect et de la conformité du site existant ainsi que du projet d'extension de la distillerie aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14/01/2011.

TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection de l'environnement et la prévention des risques, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles ci-après :

Article 2.1.1 *Maison d'habitation accolée au chai de distillation et de stockage des eaux de vie*

La maison d'habitation située au nord du chai de stockage est la maison d'habitation de l'exploitant.

Seul l'exploitant ou le personnel de l'exploitant sous contrat de travail peut y résider.

Il est interdit aux tiers d'y résider sauf si une distance d'éloignement de 6 m existe entre ces installations de stockage et la maison d'habitation.

Par ailleurs, un mur REI 240 est installé entre le chai de stockage et la maison d'habitation.

Article 2.1.2 *Cuverie extérieure d'alcools et surpression*

1- Les quatre cuves inox de stockages d'alcool de bouche extérieure de 56 m³ chacune sont implantées sur une surface de 96 m² à environ 30 m du bassin à vinasses servant de cuvette de rétention.

2- Toutes les cuves inox sont équipées d'évents de surpression ou assimilés correctement dimensionnés et équipés d'arrête-flamme ad hoc.

3- Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'évents correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$Se = \frac{Ufb}{3600 Cd} * \left(\frac{Pair}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

Pair : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³).

Cd : coefficient aérodynamique de l'évent (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

Ufb : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$Ufb = 70900 * Aw^{0,82} * \frac{Ri}{Hv} * \left(\frac{T}{M} \right)^{0,5}$$

Aw : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

Hv : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

Ri : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'évents, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

4- La rétention des cuves extérieures de stockage d'alcool est assurée par la présence d'un muret de ceinture ferrailé (ce qui garantit sa tenue à la charge). La capacité de rétention interne est de 50 % de la QSP cuverie, à savoir 112 m³. Le débordement de la rétention est dirigé vers le bassin à vinasses via une canalisation étanche et résistante au feu. Le point de débordement est placé en-dessous du seuil de rétention.

Article 2.1.3 Regards siphoides

1- Des regards siphoides sont mis en place sur le réseau reliant le chai de distillation, la distillerie et le bassin à vinasses. Ces regards permettront d'éviter les remontées de vapeurs dans les autres bâtiments en cas d'écoulements accidentels enflammés.

2- Ces regards siphoides doivent être constamment maintenus en eau pour être opérationnels.

3- L'exploitant vérifie tous les mois que la garde hydraulique est suffisante et les appoints nécessaires sont réalisés. Ces derniers font l'objet d'une traçabilité ad hoc.

Article 2.1.4 Détection des vapeurs inflammables

À l'existant, la distillerie ne comporte pas de système de détection de vapeurs inflammables.

L'exploitant prévoit d'installer le système de détection de vapeurs inflammable dans chaque local de distillation (y compris l'extension). La liste des détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et les opérations d'entretien sera transmise au service des installations classées.

Article 2.1.5 Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositifs de sécurité sur le site sont les suivants :

- L'ensemble des bâtiments sont placés sous détection incendie avec un système de détecteurs de fumées et de capteurs, reliés à une alarme en cas de détection, et télétransmission au téléphone de l'exploitant ;
- Toutes les installations disposent d'extincteurs, en nombre suffisant et judicieusement répartis ;
- Les installations de distillation seront équipées de capteurs de détection de gaz et d'un pressostat. La coupure de l'alimentation de gaz de la distillerie sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation ;
- L'ensemble des bâtiments sont placés sous détection intrusion, avec caméras et télétransmission sur le téléphone de l'exploitant en cas d'intrusion ;
- Les locaux à risque incendie sont équipés de dispositifs de désenfumage ;
- L'exploitant s'assure de l'affichage des consignes de sécurité sur le site ;
- Le personnel présent est régulièrement formé à la manipulation des extincteurs et à la conduite à tenir en cas d'écoulements accidentels.
- Une bache incendie de 120 m³ est présente au sud du site, complétée d'une lagune servant de réserve incendie de 1500 m³ sont présentes sur site.

Article 2.1.6 Écoulements accidentels

L'exploitant modifie le réseau existant comme suit :

- collecte des débordements du chai de distillation vers le bassin à vinasses,
- collecte des écoulements de la distillerie existante et de l'extension vers le bassin à vinasses,
- intégration de regards siphoniques en parallèles sur le réseau pour éviter les remontées de vapeurs dans les structures non concernées par l'incendie.

Ainsi l'exploitant prévoit de placer un regard entre le chai de distillation et le bassin à vinasses, et un 2nd regard entre la distillerie et le bassin à vinasses.

Dans le cadre de son projet l'exploitant prévoit de placer l'extension de la distillerie en rétention déportée vers le bassin à vinasses. Pour cela, et l'ensemble de la gestion des rétentions et éventuels débordements, un volume libre de 174 m³ sera maintenu libre en permanence dans le bassin à vinasses.

Article 2.1.7 Gestion des débordements

La gestion des débordements est assurée par un réseau étanche et résistant au feu, reliant la plateforme de la cuverie vers le bassin à vinasses.

L'exploitant n'a pas prévu de mettre en place de dispositif d'étouffoir sur le réseau de gestion des écoulements.

Pour autant, la canalisation de gestion des écoulements sera distincte de celles des effluents et prolongée en fond de bassin de façon à ce que les éventuels écoulements enflammés soient immergés par les vinasses.

Par ailleurs, l'exploitant conserve toujours de l'eau en fond de bassin (hors période de vinification ou de distillation) de façon à plaquer la bâche au fond du bassin et permettant ainsi d'immerger les écoulements accidentels en période estivale.

Article 2.1.8 Prélèvements et approvisionnements en eau

Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.

Ce dispositif est relevé durant la campagne de distillation une fois par semaine et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau susceptible d'être polluée.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

En particulier, la réfrigération des machines en circuit ouvert est interdite pour les distilleries ayant une capacité totale d'alambics au débordement supérieure à 10 m³. Toutefois, cette disposition n'est pas obligatoire lorsque que l'eau est utilisée pour un usage autre qu'uniquement une récupération thermique, dans ce cas l'exploitant doit justifier de cette dérogation.

Article 2.1.9 Effluents et leurs caractéristiques de rejet au milieu

1- L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux sanitaires
- Eaux pluviales
- Eaux autres que les eaux sanitaires et les eaux pluviales

2- Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

3- Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

4- Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur.

5- L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées	Normes de référence (ou équivalente)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	NF T 90 008
DCO	300 mg/l	NF T 90 101
MES	100 mg/l	NF EN 872
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NF T 90 114

6- Les eaux, autres que les eaux pluviales et les eaux sanitaires telles que les eaux de lavage, de rinçage (alambics, sols, cuves à vin ...) ... etc. peuvent être rejetées directement dans le milieu naturel, via les réseaux d'eaux pluviales, que si elles respectent les valeurs maximales fixées au point 5 ci-dessus.

Si ces eaux ne respectent pas les valeurs maximales fixées au point 5 ci-dessus, elles ne peuvent pas être rejetées directement ou indirectement dans le milieu naturel. Elles doivent être recueillies, stockées et éliminées conformément aux dispositions prévues dans la réglementation relative aux déchets.

TITRE 3 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 3.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

CHAPITRE 3.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement environnementale est déposée à la mairie de Châteauneuf-sur-Charente ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Châteauneuf-sur-Charente pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir : Châteauneuf-sur-Charente, Mosnac-Saint-Simeux ainsi que Rouillet-Saint-Estèphe ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 3.3 EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Châteauneuf-sur-Charente sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Distillerie Chevalier et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 22 DEC. 2025

P/le préfet et par délégation

La sous-préfète



Nathalie CLARENC